

AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL RESTREINT EN PROCEDURE D'URGENCE N° 01/AONR-PU/MINCOMMERCE-CECAFIN/FODECC/CIPM/2024 DU 23 JUIN 2025 RELATIF A LA SELECTION DES CABINETS D'ARCHITECTES/BUREAU D'ETUDES TECHNIQUES POUR LA REALISATION DES ETUDES TOPOGRAPHIQUE ET GEOTECHNIQUE DES SITES DES CENTRES D'EXCELLENCE DE TRAITEMENT POST-RECOLTE DU CACAO FIN D'OBALA (DEPARTEMENT DE LA LEKIE) ET DE SONG-MBENGUE (DEPARTEMENT DE LA SANAGA-MARITIME)

1. OBJET DE L'APPEL D'OFFRES

Le Ministre du Commerce lance un Appel d'Offres National Restreint, en Procédure d'Urgence, pour le recrutement des Bureaux d'Etudes Techniques qui seront chargés de réaliser des études techniques et géotechniques des sites des Centres d'Excellence de Traitement Post-Récolte du Cacao Fin d'Obala (Département de la Lékié) et de Song-Mbengué (Département de la Sanaga-Maritime).

Le présent Appel d'Offres fait suite à l'AVIS DE SOLlicitation À MANIFESTATION D'INTÉRÊT N°02/ASMI/MINCOMMERCE/DU 23 JUIN 2025 relatif au recrutement des Cabinets d'Architectes/Bureaux d'Etudes Techniques pour la réalisation des études techniques et géotechniques des sites des Centres d'Excellence de Traitement Post-Récolte du Cacao Fin d'Obala (Département de la Lékié) et de Song-Mbengué (Département de la Sanaga-Maritime).

2. CONSISTANCE DES PRESTATIONS

Les prestations, objet du présent appel d'offres, consistent à :

- définir la nature des sols de fondation en liaison avec la géologie des sites identifiés ;
- choisir en fonction de la nature de l'ouvrage et des sites, le type de fondation le plus approprié ;
- déterminer les tassements des sols sous l'influence des charges à porter par les infrastructures projetées ;
- **réaliser les essais in situ**, notamment :
 - le sondage au pénétromètre dynamique lourd. Ces essais permettront au cocontractant de mesurer la variation de la résistance à la rupture en pointe du sol (rpd) induite par la différence de compacité entre les couches de terrain traversées ;
 - le forage à la tanière manuelle: ces essais lui permettront de déterminer la nature des différentes couches du sol superficielles traversées;
 - le sondage pressiométrique: il consiste à mesurer in situ la déformation d'un sol ou d'une roche meuble sous l'effet de l'expansion d'une sonde cylindrique à membrane souple mise sous pression;
- **à réaliser les essais de laboratoires**, en l'occurrence :
 - l'analyse granulométrique, qui a pour but de permettre au prestataire de déterminer les différentes classes granulaires contenues dans le sol ainsi que leurs proportions respectives;
 - les limites d'Atterberg. Elles ont pour but de permettre au prestataire de définir les limites entre les différents états d'humidité d'un sol ;
 - le cisaillement rectiligne du sol qui conduit à la détermination de la cohésion et de l'angle de frottement interne d'un sol lesquels sont nécessaires à l'évaluation entre autre de la capacité portante d'une fondation;
 - l'essai de compressibilité. Il permet au cocontractant de déterminer certaines caractéristiques du sol (indice de compression, indice de gonflement, pression de pré-consolidation) nécessaire à l'évaluation des tassements ;

- la teneur en eau naturelle d'un sol est le rapport entre le poids d'eau contenu dans certain volume de sol et le poids des grains solides contenus dans le même volume;
- l'essai Proctor permettra au prestataire de déterminer pour un compactage d'intensité donnée, la teneur en eau à laquelle doit être compacté un sol pour obtenir la densité.

3. ALLOTISSEMENT

Les prestations, objet du présent appel d'offres, sont constituées d'un seul lot.

4. COUT PREVISIONNEL

Le coût prévisionnel des prestations est, à l'issue des études préalables, de **Trente millions mille (30 000 000) francs FCFA**, Toutes Taxes Comprises.

5. DELAIS PREVISIONNEL D'EXECUTION

Le délai maximal pour la réalisation des prestations, objet du présent appel d'offres, est d'un **(01) mois**. Ce délai court à compter de la date de notification de l'ordre de service de commencer les prestations.

6. PARTICIPATION ET ORIGINE

La participation au présent appel d'offres est restreinte aux candidats retenus suite à l'AVIS DE SOLlicitation À MANIFESTATION D'INTÉRÊT N°02/ASMI/MINCOMMERCE/DU 23 JUIN 2025 relatif au recrutement des Cabinets d'Architectes/ Bureaux d'Etudes Techniques pour la réalisation des études techniques et géotechniques des sites des Centres d'Excellence de Traitement Post-Récolte du Cacao Fin d'Obala (Département de la Lékié) et de Song-Mbengué (Département de la Sanaga-Maritime).

Il s'agit de :

N°	BUREAUX D'ETUDES TECHNIQUES	ADRESSES	
1	AP-CONSULT & SERVICES SARL	B.P.: 12854 YDE	Tél.: 679 624 929
2	ETS FAITH ENGINEERING	B.P.:	Tél.: 699 44 33 35/674 19 74 16
3	ALPHA OMEGA HOLDING INC. SARL	B.P.: 13993	Tél.: 620 29 88 62

7. FINANCEMENT

Les prestations, objet du présent Appel d'Offres, sont financées par le Budget du Fonds de Développement des Filières Cacao et Café (FODECC) de l'exercice 2025, sur la ligne d'imputation budgétaire n° 2025 015 1 2140010 20 11 01.

8. MODE DE SOUMISSION

Le mode de soumission retenu pour ce marché est « **en ligne** » via la plateforme COLEPS.

9. CAUTIONNEMENT PROVISoire

Chaque soumissionnaire doit joindre à ses pièces administratives un cautionnement de soumission, acquitté à la main, timbrée, délivrée par un organisme ou une institution financière agréée par le Ministre chargé des finances pour émettre les cautions dans le domaine des marchés publics dont la liste figure dans la **pièce 12 du DAO** dont le montant s'élève à **six cent mille (600 000) Francs CFA**, et valable jusqu'à trente (30) jours au-delà de la date initiale de validité des offres.

L'absence de la caution de soumission délivrée par une banque de premier ordre ou un organisme financier de première catégorie autorisé par le Ministère chargé des Finances à émettre des cautions dans le cadre des marchés publics, entraînera le rejet pur et simple de l'offre. Une caution de soumission produite mais n'ayant aucun rapport avec la consultation concernée est considérée comme absente. La caution de soumission présentée par un soumissionnaire au cours de la séance d'ouverture des plis est irrecevable.

Ledit cautionnement devra être obligatoirement accompagné d'un récépissé de consignation délivré par la Caisse de Dépôts et de Consignations (CDEC) conformément à la Circulaire N°000014/C/MINMAP/CAB du 23 juillet 2025 relative aux modalités de constitution, de consignation, de conservation, de déconsignation, de restitution et de réalisation des garanties dans les marchés publics.

10. CONSULTATION DU DOSSIER D'APPEL D'OFFRES

Le Dossier d'Appel d'Offres (DAO) peut être consulté en ligne sur la plateforme **COLEPS** aux adresses <http://www.marchespublics.cm> et <http://www.publiccontracts.cm> ou sur le site internet de l'ARMP (www.armp.cm) dès publication du présent avis.

11. ACQUISITION DU DOSSIER D'APPEL D'OFFRES

La version électronique du Dossier d'Appel d'Offres (DAO) peut être obtenue par téléchargement gratuit sur les plateformes COLEPS ou PRIDESOFT disponibles aux adresses sus indiquées. Toutefois la soumission par voie électronique est conditionnée par le paiement des frais d'achat du DAO d'un montant non remboursable de **vingt-cinq mille (25 000) Francs CFA**, payable au Compte Spécial de CAS ARMP, ouvert à la BICEC sous le n° 33598860001 – 94.

12. REMISE DES OFFRES

Chaque Offre est rédigée en français ou en anglais. L'Offre devra être transmise par le soumissionnaire sur la plateforme COLEPS au plus tard le **08 DEC 2025** à **13 heures (heure limite)**. Une copie de sauvegarde de l'offre enregistrée sur clé USB ou CD/DVD devra être transmise sous pli scellé avec l'indication claire et lisible « **copie de sauvegarde** », en plus de la mention ci-dessous dans les délais impartis :

AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL RESTREINT EN PROCEDURE D'URGENCE N°01/AONR-PU/MINCOMMERCE-CECAFIN/FODECC/CIPM/2025 DU 08 DEC 2025 RELATIF A LA SELECTION DES CABINETS D'ARCHITECTES/BUREAU D'ETUDES TECHNIQUES POUR LA REALISATION DES ETUDES TOPOGRAPHIQUE ET GEOTECHNIQUE DES SITES DES CENTRES D'EXCELLENCE DE TRAITEMENT POST-RECOLTE DU CACAO FIN D'OBALA (DEPARTEMENT DE LA LEKIE) ET DE SONG-MBENGUE (DEPARTEMENT DE LA SANAGA-MARITIME)

« A n'ouvrir qu'en séance de dépouillement »

NB : Les **tailles maximales** des documents qui vont transiter sur la plateforme et constituant l'offre du soumissionnaire sont les suivantes :

- 5 Mo pour l'Offre Administrative ;
- 15 Mo pour l'Offre Technique ;
- 5 Mo pour l'Offre Financière.

Les **formats de fichiers** acceptés sont les suivants :

- Format PDF pour les documents textuels ;
- JPEG pour les images.

Le candidat veillera à utiliser des logiciels de compression afin de réduire éventuellement la taille des fichiers à transmettre.

13. RECEVABILITE DES OFFRES

Sous peine de rejet, les pièces administratives, l'offre technique et l'offre financière doivent être placées dans des fichiers distincts et la copie de sauvegarde doit être enregistrée dans un support amovible (clé USB ou CD/DVD) sous pli scellé avec la mention « **copie de sauvegarde** ».

Seront irrecevables par le Maître d'Ouvrage :

- les plis portant les indications sur l'identité des soumissionnaires ;
- les plis parvenus postérieurement aux dates et heures limites de dépôt ;

- les plis sans indication de l'identité de l'Appel d'Offre;
- les plis non-conformes au mode de soumission.

Pour cet l'Appel d'Offres Restreint (avec ouverture en 02 temps) dont la procédure sera conduite en ligne, il y a lieu de relever qu'en plus de la copie de sauvegarde requise, le soumissionnaire est tenu de présenter une clé USB contenant une copie de l'offre financière dans une enveloppe scellée pour servir d'offre témoin marquée comme telle et destinée à l'organisme chargé de la régulation des marchés publics pour conservation. Le défaut de présentation de cette enveloppe scellée contenant la clé USB ayant une copie de l'offre financière entraîne l'irrecevabilité de l'offre du candidat concerné, dès l'ouverture des plis par la Commission Interne de Passation des Marchés.

Toute offre incomplète conformément aux prescriptions du Dossier d'Appel d'Offre sera déclarée irrecevable, notamment :

- l'absence de la caution de soumission délivrée par un organisme ou une institution financière agréée par le Ministre en charge des finances pour émettre les cautions dans le domaine des marchés publics ou le non-respect des modèles des pièces du Dossier d'Appel d'Offre, entraînera le rejet pur et simple de l'Offre sans aucun recours ;
- une caution de soumission produite mais n'ayant aucun rapport avec l'Appel d'Offre est considérée comme absente ;
- la caution de soumission présentée par un soumissionnaire au cours de la séance d'ouverture des plis est irrecevable.

Ledit cautionnement acquitté à la main, timbré, devra être obligatoirement accompagné d'un récépissé de consignation délivré par le Caisse de Dépôts et de Consignations (CDEC) conformément à la Circulaire N°000014/C/MINMAP/CAB du 23 juillet 2025 relative aux modalités de constitution, de consignation, de conservation, de déconsignation, de restitution et de réalisation des garanties dans les marchés publics.

14. OUVERTURE DES PLIS

L'ouverture des offres se fera en **deux (02) temps**. Les offres administratives et techniques seront ouvertes au premier temps, suivies au deuxième temps par les offres financières des soumissionnaires ayant obtenu la note technique minimale requise.

L'ouverture des pièces administratives et techniques aura lieu le **08 DEC 2025** à **14h00** précises heure locale, par la Commission Interne de Passation des Marchés placée auprès du FODECC, dans la Salle de Conférences de l'immeuble Annexe du FODECC, sis au Rez-de-chaussée Shiloh Suits – Elig-Essono - Yaoundé.

Seules les offres financières des soumissionnaires ayant obtenu au minimum la note technique qualificative de **70 points sur 100** seront ouvertes à **14 heures** par la même Commission et dans la même salle à une date ultérieure après validation des résultats de l'évaluation technique.

Seuls les soumissionnaires peuvent assister à cette séance d'ouverture ou s'y faire représenter par une seule personne de leur choix dûment mandatée.

Sous peine de rejet, les pièces du dossier administratif requises doivent être produites en originaux ou en copies certifiées conformes par le service émetteur ou l'autorité administrative compétente, conformément aux stipulations du Règlement Particulier de l'Appel d'Offres. Elles doivent dater de moins de trois (03) mois à compter de la date originale de dépôt des offres ou avoir été établies postérieurement à la date de signature de l'avis d'appel d'offres.

En cas d'absence ou non-conformité d'une pièce du dossier administratif lors de l'ouverture des plis après un délai de 48 heures accordée par la Commission, l'offre sera rejetée.

15. CRITERES D'EVALUATION

Les offres seront évaluées selon les critères éliminatoires et essentiels ci-après :

15.1.CRITÈRES ÉLIMINATOIRES

Il s'agit :

1. de l'absence de la caution de soumission à l'ouverture des plis, accompagnée obligatoirement du récépissé de consignation délivrée par la CDEC ;
2. de la non-production dans un délai de 48h après l'ouverture des plis, d'une pièce du dossier administratif jugée non conforme ou absente autre que la caution de soumission ;
3. des fausses déclarations, manœuvres frauduleuses ou falsification des pièces ;
4. d'une note technique inférieure à 70 points sur 100 ;
5. de la présence d'une information financière dans l'offre technique ;
6. de l'absence d'un prix unitaire quantifié dans l'offre financière ;
7. de l'absence d'un élément de l'offre financière (la soumission, les BPU, le DQE) ;
8. de l'absence de la charte d'intégrité datée et signée ;
9. de l'absence de la déclaration d'engagement au respect des clauses environnementales et sociales datée et signée ;
10. du non-respect du profil du chef de mission, à savoir un Architecte Senior titulaire d'un BAC+5 ou plus et inscrit à l'Ordre National des Architectes du Cameroun ;
11. de l'absence de la déclaration sur l'honneur de non abandon de l'exécution d'une prestation au cours des trois dernières années ;
12. du non-respect des formats des fichiers des offres soumises en ligne ;
13. de l'absence d'une enveloppe scellée marquée comme « offre témoin » contenant une copie de l'offre financière dans une clé USB ;
14. de l'absence de la copie de sauvegarde ;
15. de l'absence du CCAP et des TDR paraphés sur chaque page et signés, datés et cachetés à la dernière à dernière page précédée de la mention manuscrite « lu et approuvé ».

NB : Pour être éligible à l'analyse de l'offre technique, le soumissionnaire ne doit tomber sous le coup d'aucun critère éliminatoire.

15.2.CRITÈRES ESSENTIELS

Les offres techniques seront évaluées sur cent (100) points selon les critères essentiels ci-après :

N°	Critères	Points
1	Présentation générale de l'offre	05
2	Références du soumissionnaire dans la réalisation des prestations similaires	10
3	Qualification et compétence des Experts	42
4	Capacité de financière	02
5	Méthodologie et plan de travail proposés en adéquation avec les Termes de références	25
6	Moyens matériels et logistiques	16
Total		100

Les critères et sous-critères essentiels sont détaillés dans le Règlement Particulier de l'Appel d'Offres (RPAO).

NB : (1) Seuls les soumissionnaires dont les offres auront obtenu une note technique supérieure ou égale à 70 points sur 100 seront admis à l'analyse financière.

(2) Tout agent public listé parmi le personnel d'un soumissionnaire et qui n'a pas présenté tous les documents susceptibles de justifier sa libération de l'Administration, sera considéré comme non valable.

16. ATTRIBUTION

Le Maître d'Ouvrage attribuera la Lettre-Commande au soumissionnaire présentant l'offre évaluée la mieux disante par combinaison des critères techniques et financiers.

17. DUREE DE VALIDITE DES OFFRES

Les soumissionnaires restent engagés par leurs offres pendant **90 jours** à partir de la date limite initiale fixée pour la remise des offres.

18. RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

Les renseignements complémentaires peuvent être obtenus, aux heures ouvrables, au **MINISTÈRE DU COMMERCE (Immeuble Rose), SERVICE DU SOUTIEN AUX EXPORTATIONS, Porte R74, Tél : 674 57 52 12 / 694 16 31 55** et en ligne au Journal des Marchés (JDM) de l'ARMP ou sur la plateforme COLEPS aux adresses <http://www.marchespublics.cm> et <http://www.publiccontracts.cm>.

19. LUTTE CONTRE LA CORRUPTION ET LES MAUVAISES PRATIQUES

Pour toute dénonciation pour des pratiques, faits ou actes de corruption, bien vouloir appeler la CONAC au numéro 1517, l'Autorité chargée des Marchés Publics (MINMAP) (SMS ou Appel) aux numéros suivants : (+237) 673 20 57 25 et 699 37 07 48.

Yaoundé, le **14 NOV 2025**

LE MINISTRE DU COMMERCE
(Maître d'Ouvrage)

Copies :

- MINMAP ;
- ARMP ;
- CIPM - FODECC ;
- AFFICHAGE/CHRONOS.



Luc Magloire
Mbarga Mtangana

URGENT RESTRICTED NATIONAL INVITATION TO TENDER No. 01 AONR-PU/MINCOMMERCE-CECAFIN/FODECC/CIPM/2024 OF 14 NOV 2025
FOR THE RECRUITMENT OF AN ENGINEERING FIRM WITH A VIEW TO CONDUCTING TOPOGRAPHIC AND GEODESIC SURVEYS OF OBALA (LEKIE
DIVISION) AND SONG-MBENGUE (SANAGA-MARITIME DIVISION) FINE COCOA POST-HARVEST PROCESSING CENTRES OF EXCELLENCE.

1. PURPOSE OF THE INVITATION TO TENDER

The Minister of Trade hereby launches a Restricted National Invitation to Tender under emergency procedure for the recruitment of an Engineering Firm with a view to conducting topographic and geodesic surveys of Obala (Lékie Division) and Song-Mbengué (Sanaga-Maritime Division) Fine Cocoa Post-Harvest Processing Centres of Excellence.

This Invitation to Tender follows on from the NOTICE OF CALL FOR EXPRESSION OF INTEREST No.06/ASMI/MINCOMMERCE/OF 02 JUNE 2025 for the selection of Architectural Firms or Engineering Firms for the conduct topographic and geodesic surveys of Obala (Lékie Division) and Song-Mbengué (Sanaga-Maritime Division) Fine Cocoa Post-Harvest Processing Centres of Excellence.

2. SCOPE OF SERVICES

The works covered by this invitation to tender shall consist of:

- defining the nature of the foundation soils in relation to the geology of the identified sites;
- selecting the most appropriate type of foundation, depending on the nature of the structure and the sites;
- determining soil settlement under the influence of the loads to be borne by the planned facilities;
- **conducting in situ tests**, in particular:
 - heavy dynamic penetrometer testing. These tests will enable the contracting party to measure the variation in soil peak shear strength induced by the difference in compactness between the soil layers crossed (soil horizons);
 - hand operated auger boring: these tests will enable the contracting party to determine the nature of the different surface soil layers crossed (soil horizons);
 - pressuremeter testing: this consists of measuring in situ the deformation of soil or loose rock under the effect of the expansion of a pressurised cylindrical probe with a flexible membrane;
- **conducting laboratory tests**, in this case:
 - granulometric analysis, the purpose of which is to enable the service provider to determine the different granular classes (types) contained in the soil and their respective proportions;
 - Atterberg limits. These are designed to enable the service provider to define the limits between the different soil moisture states;
 - rectilinear shear of the soil to determine the cohesion and angle of internal friction of a soil, which are necessary for assessing the bearing capacity of a foundation, among other things;
 - the compressibility test. This enables the contracting party to determine certain characteristics of the soil (compression index, swelling index, preconsolidation pressure), which are necessary for assessing settlement;
 - the natural water content of a soil is the ratio between the weight of water contained in a certain volume of soil and the weight of solid grains contained in the same volume;
 - the Proctor compaction test will enable the service provider to determine, for a given compaction intensity, the water content at which a soil must be compacted to obtain its density.

3. TRANCHES/ DIVISION INTO LOTS

The services covered by this Invitation to Tender shall consist of a single lot.

4. ESTIMATED COST

The estimated cost of the services shall be **30,000,000 (thirty million) CFA francs**.

5. ESTIMATED EXECUTION TIMEFRAME

The maximum period envisaged by the Project Owner for carrying out the services covered by this invitation to tender shall be **01 (one) month**.

6. PARTICIPATION AND ORIGIN

Participation in this Invitation to Tender shall be restricted to the following candidates, pre-qualified following the results of the NOTICE OF CALL FOR EXPRESSION OF INTEREST No.02/ASMI/MINCOMMERCE/OF 23 JUNE 2025 for the selection of Architectural Firms or Engineering Firms for the conduct topographic and geodesic surveys of Obala (Lékie Division) and Song-Mbengué (Sanaga-Maritime Division) Fine Cocoa Post-Harvest Processing Centres of Excellence.

These are:

N°	FIRMS	ADDRESS	
1	AP-CONSULT & SERVICES SARL	PO. BOX: 12854 YDE	Tél.: 679 624 929
2	ETS FAITH ENGINEERING	PO. BOX.:	Tél.: 699 44 33 35/674 19 74 16
3	ALPHA OMEGA HOLDING INC. SARL	PO. BOX.: 13993	Tél.: 620 29 88 62

7. FUNDING

Funding shall be provided by the 2025 Budget of the Cocoa and Coffee Sub Sectors Development Fund (CCODEF), budget allocation: **No. 2025 015 1 2140010 20 11 01**.

8. TENDERING METHOD

The submission method retained for this consultation is "online", on the COLEPS platform.

9. PROVISIONAL BID BOND

Each bidder must include in his administrative documents, a hand-endorsed bid bond, issued by a financial organization or institution approved by the Minister in charge of finance to issue bonds for public contracts and whose list appears in document 14 of an amount of **sixthen hundred thousand CFA Francs**.

And valid up to thirty (30) days beyond the initial date limit of the validity of bids. The absence of the bid bond issued by a first-rate bank or financial bank of first category authorized by the Minister in charge of Finance to issue bonds for public contracts shall lead to the immediate rejection of the offer. A bid bond submitted but that does not have any relation with the consultation concerned shall be considered as absent. The bid bond presented by a tenderer at the bid opening session shall not be admissible.

The said bid bond must be accompanied by a deposit receipt issued by the Deposit and Consignment Cashier (DCC) in accordance with Circular No. 000014/C/MINMAP/CAB of July 23, 2025 relating to the terms of constitution, deposit and conservation, restitution and realization of guarantees in public contracts.

10. CONSULTATION OF TENDER DOCUMENTS

The tender documents may be consulted online on the COLEPS platform to the following addresses: <http://www.marchespublics.cm> and <http://www.publiccontracts.cm> on the ARMP website (www.arpmp.cm).

11. ACQUISITION OF TENDER DOCUMENTS

The electronic version of the of tender documents can be downloaded free of charge from the COLEPS or PRIDESOFT platforms, available at the addresses indicated above. However, electronic submission is subject to payment of the RQF of a non-refundable fee of **25,000 (Twenty-five thousand) CFA Francs** into the CAS ARMP Special Account, opened at BICEC-Bank under number 33598860001-94.

12. SUBMISSION OF BIDS

Each bid shall be drafted in English or French. The submission is done electronically. The offer shall must be submitted by the tenderer on the COLEPS platform not later than 08 DEC 2025 at 1 pm. A back-up copy of the bid recorded on a USB stick or CD/DVD must be sent in a sealed envelope with the clear and legible indication "back-up copy", in addition to the above note within the allotted time :

URGENT RESTRICTED NATIONAL INVITATION TO TENDER No. 01 AONR-PU/MINCOMMERCE-CECAFIN/FODECC/CIPM/2025 OF 4 JULY 2025 FOR THE RECRUITMENT OF AN ENGINEERING FIRM WITH A VIEW TO CONDUCTING TOPOGRAPHIC AND GEODESIC SURVEYS OF OBALA (LEKIE DIVISION) AND SONG-MBENGUE (SANAGA-MARITIME DIVISION) FINE COCOA POST-HARVEST PROCESSING CENTRES OF EXCELLENCE
(To be opened only during the tender review session)

NB: FILE SIZE AND FORMAT

For online tendering, the maximum sizes of the documents that will transit through the platform and constitute the bidder's offer shall be as follows:

- 5 Mb for the Administrative Bid;
- 15 Mb for the Technical Bid;
- 5 Mb for the Financial Bid.

The accepted formats shall be as follows:

- PDF format for text documents;
- JPEG for images.

Bidders shall ensure that compression software is used in order to possibly reduce the size of the files to be forwarded.

13. ADMISSIBILITY OF BIDS

The Administrative documents, the technical bid, and the financial bid must be placed in a single volume. The following will not be accepted by the Project Owner :

- Envelopes bearing information on the bidder's identity;
- Bids submitted after the closing date and time for submission;
- Bids that do not comply with the bidding mode ;
- Bids without information on the Invitation to Tender;

Any incomplete bid in accordance with the prescriptions of the tender shall be declared inadmissible. Especially:

- The absence of a bid bond issued by a financial organization or financial institution approved by the Minister in charge of Finance to issue bonds for public contracts or the failure to comply with the templates documents of the tender shall lead automatically to the rejection of the bid without any other procedure;
- A bid bond submitted but not relating to the consultation concerned shall be considered as absent ;
- A bid bond presented by a bidder during the bid opening session shall not be accepted.

The Said bid bond, paid, stamped, must be accompanied by a deposit receipt issued by the Deposit and Consignment Cashier (DCC) in accordance with Circular No. 000014/C/MINMAP/CAB of July 23, 2025 relating to the terms of constitution, deposit and conservation, restitution and realization of guarantees in public contracts.

14. OPENING OF BIDS

Bids shall be opened in two phases.

The administrative and technical bids shall be opened first, followed in a second phase by the financial bids of the tenderers who have obtained the minimum technical score required.

The opening of the administrative documents and technical bids shall take place on 08 DEC 2025 at 2 pm precisely (local time) in a single session by the Internal Tenders Board of CCODEF in the Conference Hall of CCODEF's Annex building, located at Shiloh Suits – Elig-Essono – Yaoundé.

Only the financial offers of the tenderers that obtained a qualificative technical score of **70 marks over 100** shall be opened at 2 p.m. by the same Tenders Board and in the same room on a date to be announced later after the publication of the technical evaluation results.

Only bidders may attend this opening session or be represented by a single duly authorized person of their choice, even in the case of a group of enterprises.

Under pain of rejection, the documents required in the administrative file must be produced in originals or in copies certified as true by the issuing department or the competent administrative authority, in accordance with the stipulations of the Special Regulations. They must be less than three (3) months old from the original date of submission of tenders or have been drawn up after the date of signature of the tender notice.

In the event of the absence or non-conformity of any document in the administrative file at the bids opening session after a period of 48 hours granted by the Tenders Board, the bid shall be rejected.

15. EVALUATION CRITERIA

Offers will be evaluated according to the following criteria:

15.1. Eliminary criteria

These shall include:

1. The absence or non-compliance of the bid bond paid, stamped, and necessarily accompanied by a deposit receipt issued by the Deposit and Consignment Cashier (DCC);
2. Failure to produce, within 48 (forty-eight) hours deadline after the opening of bids, any document of the administrative file deemed non-compliant or absent other than the bid bond;
3. False declarations, fraudulent schemes or forged documents;
4. a technical score of less than **70 marks over 100**;
5. the presence of a piece of financial information in the technical bid;
6. absence of the integrity charter;
7. absence of the declaration of social and environmental commitment;
8. failure to comply with the profile of the project leader (**Senior Architect**) i.e. to be an Architect, registered with the National Order of Architects of Cameroon, with a degree (BACC/GCE A LEVEL+5 or more) and at least ten (10) years' experience in the field of surveys and supervision of construction work on public buildings and facilities/amenities;
9. absence of a quantified unit price in the Financial Bid;
10. absence of an element of the financial offer (the tender, the BPU, the DQE);
11. absence of a sworn statement whereby the bidder certifies that he/she/it has not abandoned any contract during the last (3) three budget years;
12. absence of a sealed envelope marked as "test offer" containing a copy of the financial offer in a USB key;
13. non-compliance with the format of the tender file ;
14. absence of the backup copy ;

15. The absence of the CCAP and the TDR initialed on each page and signed on the last page preceded by the words "read and approved".

To be eligible for analysis of the technical offer, the bidder must not meet any elimination criteria.

15.2 ESSENTIEL CRITERIA

The Technical bids shall be graded on 100 (one hundred) marks depending on the essential criteria for qualifying candidates which shall include, the following:

No.	Criteria	Points
1	Presentation of the bid	05
2	References	10
3	Qualification and skills of the Experts	42
4	Financial capacity	02
5	Proposed methodology and work plan in line with the Terms of Reference	25
6	Material and logistical resources	16
Total		100

The essential criteria and sub-criteria are detailed in the Special Regulations for the Call for Tenders (RPAO).

N.B: Any government worker listed among the staff of a bidder and who has not presented all the documents likely to justify his release from the Administration, shall be considered invalid

16. CONTRACT AWARD

The Project Owner shall award the contract to the bidder with the best evaluated bid based on a combination of technical, financial and/or aesthetic criteria.

17. VALIDITY OF BIDS

Bidders shall remain bound by their tender for 90 days from the initial deadline for submission of tenders.

18. FURTHER INFORMATION

MINISTRY OF TRADE (Immeuble Rose/Pink Building), SERVICE DU SOUTIEN AUX EXPORTATIONS, Ground Floor, Room R74, Tel.: Tél 674 57 52 12/ 694 16 31 55, and online at the ARMP's Public Contracts Journal or on the COLEPS platform at the following addresses: <http://www.marchespublics.cm> and <http://www.publiccontracts.cm>.

19. ANTI-CORRUPTION AND WHISTLEBLOWING

To report any corrupt practices, please call the National Anti-Corruption Commission (NACC) on 1517, the Authority in charge of Public Contracts (MINMAP) (SMS or call) on the following numbers: (+237) 673 20 57 25 and 699 37 07 48.

Yaounde, 14 NOV 2025

Copies to:

- MINMAP;
- ARMP;
- Internal Tenders Board to FODECC
- FILING;
- POSTING;
- ARCHIVES.

**THE MINISTER OF TRADE
(Project Owner)**



*Luc Magloire
Mbarga Ntongana*